Règlement de INFORSE - Europe

Article 1. NOM – SIÈGE

International Network for Sustainable Energy – Europe (INFORSE – Europe) est une organisation non-gouvernementale (ONG), indépendante et à but non-lucratif. Le réseau est enregistré en tant qu'association internationale (forening) à Aarhus, Danemark.

Article 2. BUT

Le but de INFORSE – Europe est de lutter pour un développement énergétique durable en Europe et à travers le monde en coopération avec les autres régions de INFORSE.

Article 3. DURÉE

INFORSE – Europe est enregistré pour une durée indéterminée. Une assemblée générale peut décider de dissoudre le réseau à tout moment.

Article 4. MOYENS

Dans le but de promouvoir un développement énergétique durable, INFORSE – Europe peut disposer de tous moyens conformes à la loi pour :

- Echanger des informations et construire des réseaux entre ONG ;
- Promouvoir et coordonner la formation publique et la sensibilisation, par exemple en organisant des campagnes internationales ;
- Créer un point focal pour influencer les institutions internationales, les banques de développement multilatérales, les organismes donateurs et les entreprises multinationales ;
- Implémenter un mécanisme de sollicitation et de soutien des ONG locales, nationales, régionales et internationales ;
- Faire la liaison entre agences multilatérales afin d'assurer un développement plus durable ;
- Soutenir la formulation et l'implémentation de stratégies nationales et régionales d'énergie durable, y compris la proposition de formations, de recherches et de développement, de dissémination et de législation. Coopérer avec les autres régions de INFORSE pour mettre à jour la stratégie globale d'énergie durable sur laquelle INFORSE est basé ;
- Étudier les stratégies et les contraintes de l'implémentation de solutions d'énergie durable.

Ces moyens peuvent comprendre des activités de publication et des demandes de soutien financier afin d'exécuter les activités.

Article 5. MEMBRES

L'adhésion au comité de noyau est ouverte à toutes les fédérations et organisation non-gouvernementales œuvrant pour un développement énergétique durable, légalement établies dans un ou plusieurs états européens, les politiques desquelles sont compatibles, théoriquement et dans la pratique, avec celles de INFORSE – Europe.

L'adhésion associative est ouverte à toutes les fédérations et organisation établies en Europe.

Les individus ne peuvent pas adhérer à INFORSE – Europe, mais sont encouragés à rejoindre une organisation-membre appropriée.

Toute fédération ou organisation qui souhaite adhérer doit transmettre une candidature écrite à l'un des coordinateurs. La candidature doit être approuvée par les coordinateurs.

Les coordinateurs ne sont pas obligés à informer les candidats sur le raisonnement de la réponse à la candidature d'adhérence. Un candidat ayant été refusé adhérence peut déposer un appel auprès de l'assemblée générale et l'affaire sera entendue lors d'une assemblée générale ordinaire.

Les membres du comité de noyau peuvent agir dans le nom de INFORSE – Europe, conformément à la loi et après avoir notifié les coordinateurs de INFORSE – Europe de leur activité, mais uniquement dans le cadre d’activités indépendantes de l’économie de INFORSE – Europe. Si les coordinateurs de INFORSE – Europe élèvent une objection contre l’activité, l’activité ne doit pas être lancée en tant qu’activité de INFORSE – Europe, jusqu’à ce que tous les membres du comité de noyau aient donné leurs avis et qu’aucun membre du comité de noyau n’élève d’objection. Les membres agissant dans le nom de INFORSE – Europe sont tenus à rapporter leurs activités au conseil de INFORSE – Europe. Les membres du comité de noyau de INFORSE – Europe doivent être informés sur les activités effectuées dans le nom de INFORSE – Europe, par exemple dans une *newsletter* de INFORSE.

Article 6. FRAIS D’ADHÉRENCE

Il n’y a pas de frais d’adhérence. Les contributions volontaires des membres sont appréciées.

Article 7. RÉSIGNATION, RÉPULSION

Les membres peuvent transmettre leur résignation en écrit à l’un des coordinateurs. La résignation entre en vigueur 30 jours après la réception du coordinateur de la lettre de résignation.

Les membres peuvent être expulsés par décision de l’assemblée générale à une majorité de 2/3 des membres du comité de noyau présents.

Article 8. RÉPARATIONS/RÉCLAMATIONS

Les membres du comité de noyau peuvent contester une décision prise par les coordinateurs. Les appels doivent être transmis à l’assemblée générale qui résoudra l’affaire.

Des détails complémentaires peuvent être définis par règlement de l’assemblée générale.

Article 9. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Une assemblée générale doit être composée d’une majorité de délégués non-coordinateurs que de coordinateurs.

Chaque membre du comité de noyau doit désigner un délégué.

L’assemblée générale est composée de délégués désignés par les organisations-membres du comité de noyau et de représentants des organisations-membres associatives. Chaque délégué est doté d’un vote. Lors d’une assemblée, un délégué ne peut représenter qu’une organisation-membre du comité de noyau. L’assemblée générale est ouverte aux observateurs des organisations-membres, en plus des délégués et des représentants. Aucune décision ne peut être prise sur un sujet non inclus dans l’agenda. Les commentaires écrits par les membres non présents à l’assemblée générale doivent être présentés lors de l’assemblée.

De manière générale, les décisions de l’assemblée générale sont prises à l’unanimité. Lorsqu’une unanimité ne peut être assurée, un vote peut avoir lieu entre les délégués. Une décision par vote requiert une majorité de 2/3 des délégués. Les élections sont entreprises par les délégués.

L’assemblée générale doit avoir lieu au moins tous les deux ans.

Les coordinateurs transmettent l’invitation et l’agenda à tous les membres au plus tard huit semaines avant l’assemblée générale.

Les propositions pour amender le règlement doivent être reçues par un coordinateur au plus tard quatre semaines avant l’assemblée générale.

Les propositions pour ajouter des sujets sur l’agenda doivent être reçues par un coordinateur au plus tard quatre semaines avant l’assemblée générale.

Les coordinateurs transmettent l’agenda final à tous les membres au plus tard trois semaines avant l’assemblée générale.

Au moins 1/5 des membres du comité de noyau peuvent convoquer une assemblée générale extraordinaire. Une telle convocation doit être faite au moins deux mois et au maximum quatre mois avant l'assemblée générale extraordinaire.

L'assemblée est l'autorité suprême de INFORSE – Europe et ses décisions sont finales. Elle peut :

- Appuyer les rapports annuels et descriptions des coordinateurs ;
- Approuver les plans d'action de INFORSE – Europe et le budget pour la période entre les assemblées générales ;
- Former et dissoudre les groupes de travail pour des tâches particulières ;
- Élire cinq membres du conseil, un premier et deuxième membre de réserve du conseil et les coordinateurs ;
- Décider la politique générale et le plateforme politique de INFORSE – Europe ;
- Expulser les membres ;
- Décider définitivement dans les situations de litiges ;
- Convoquer la prochaine assemblée générale.

Article 10. LE CONSEIL

Le conseil de INFORSE – Europe est composé de 5 personnes élues par les représentants des organisations-membres de INFORSE - Europe lors de l'assemblée générale. Chaque personne est élue pour une période de deux ans, sauf si décidé autrement par l'assemblée générale.

Si un membre du conseil n'est pas en mesure de satisfaire ses obligations de membre du conseil ou ne représente plus un membre de INFORSE – Europe, un membre de réserve remplace le membre. Lors de la période entre assemblées générales, le conseil est la plus haute autorité de INFORSE – Europe. Il doit :

- Développer le programme de travail de INFORSE – Europe en coopération avec les coordinateurs et le secrétariat ;
- Considérer les positions politiques de INFORSE – Europe en coopération avec les coordinateurs et les membres ;
- Approuver les nouveaux projets dont INFORSE – Europe participe ;
- Assurer l'implémentation des décisions prises lors des assemblées générales.

Article 11. COORDINATEURS

Il y a au moins deux coordinateurs.

Les coordinateurs sont élus lors de l'assemblée pour la période entre les assemblées générales.

Les coordinateurs doivent :

- Assurer les fonctions secrétaires du réseau ;
- Faciliter l'échange d'informations entre les membres ;
- Assister le conseil à développer le programme de travail ;
- Organiser l'assemblée générale, transmettre l'agenda de l'assemblée aux membres, transmettre les rapports financiers et budgétaires à l'assemblée ;
- Assister le conseil à implémenter les décisions de l'assemblée générale.

Les coordinateurs sont responsables de la comptabilité et la gestion des fonds de INFORSE – Europe. Ils rapportent les affaires financières au conseil et à l'assemblée générale.

Sur tout sujet d'économie, INFORSE – Europe est représenté par les coordinateurs.

Les candidatures de projets sont signées par un seul coordinateur. Les virements bancaires sont signés par un seul coordinateur présent dans le pays concerné. Les contrats de projet peuvent être signés par un seul coordinateur après avoir été approuvés par le conseil et par l'autre coordinateur. Cela peut se faire par courriel ou par fax.

Article 12. LANGUE

La langue opérationnelle de INFORSE – Europe est l’anglais.

Article 13. AMENDEMENTS DU REGLEMENT

Ce règlement peut être amendé par une assemblée générale à majorité de 2/3 des membres du comité de noyau, sous conditions qu’une proposition en écrit est reçue par un coordinateur au plus tard six semaines avant l’assemblée générale. Les coordinateurs doivent transmettre les propositions d’amendement à tous les membres au plus tard 3 semaines avant l’assemblée générale.

Article 14. DISSOLUTION

INFORSE – Europe peut être dissout par suite d’une décision de l’assemblée à majorité de 2/3 des membres du comité de noyau présents.

Par suite d’une décision de l’assemblée générale de dissoudre INFORSE – Europe et après le règlement de toutes dettes et obligations, tous les actifs restants de INFORSE – Europe sont à mettre en œuvre pour le développement durable.

Tel qu’approuvé lors de l’assemblée générale de INFORSE – Europe à Energie- und Umweltzentrum am Deister, Allemagne, le 9 juillet 1994. Revisé lors de l’assemblée générale de INFORSE – Europe à Agigea, Roumanie, le 17 septembre 2005.

Coordinateurs de INFORSE-----

Emil Bodi Gunnar Boye Olesen

Président de l’assemblée générale 17/09/2005-----

Ion Zamfir

Rapporteur de l’assemblée générale 17/09/2005-----

Pete West